

Interview de Thierry Quinqueton pour le III^e Salon international du livre africain de Ténérife (21-25 septembre 2011)

1. Comment l'Alliance internationale des éditeurs indépendants est-elle née ?

L'Alliance internationale des éditeurs indépendants est née à la fin des années 1990 et s'est constituée légalement en 2002, une année avant la rencontre de Dakar où se sont retrouvés une trentaine d'éditeurs indépendants venant de tous les continents. L'Alliance est, depuis ce départ, un rassemblement de professionnels, une plate-forme de coopération pour des maisons d'édition indépendantes, régie par une éthique d'association, qui a pour objectif de proposer une alternative aux logiques de concentration, de fusion et d'absorption qui sont à l'oeuvre dans les grands groupes financiarisés internationaux.

La création de l'Alliance doit beaucoup au patient travail de mise en réseau d'éditeurs inlassablement tissé tout au long des années 1990 par Michel Sauquet (qui sera président de l'Alliance jusqu'en 2007) et Étienne Galliard (qui en sera directeur jusqu'en 2009) avec le soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer (soutien qui ne s'est jamais démenti depuis, au fil des ans).

La déclaration de Dakar en 2003 affirmait d'emblée l'engagement des signataires « à agir solidairement, et avec d'autres professionnels de l'écrit, pour peser sur les négociations internationales concernant la diversité culturelle ». Si nous nous sommes de ce fait réjouis de l'adoption de la « convention internationale pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles » sous l'égide de l'Unesco, elle est pour nous non un point d'arrivée mais un point de départ : il est de notre responsabilité de mettre en oeuvre des pratiques cohérentes avec cette déclaration, et également de peser – le cas échéant par un rapport de force – sur les pouvoirs publics nationaux, sur les organisations internationales – y compris l'Organisation mondiale du commerce – et sur les grands groupes privés pour qu'ils contribuent eux aussi à la mise en oeuvre de la déclaration internationale sur la diversité culturelle. C'était l'une des grandes orientations des Assises internationales de l'édition indépendante en 2007 à Paris.

2. Quelles sont les missions de l'Alliance ?

Les maisons d'édition qui constituent l'Alliance sont toutes des structures privées, la plupart des sociétés marchandes, quelques-unes ayant un statut associatif ou coopératif, qui se doivent d'équilibrer leurs comptes pour assurer leur survie. Une des missions de l'Alliance est de concentrer des moyens, qu'elle parvient à mobiliser sur les rencontres internationales et les projets communs coopératifs et solidaires (coéditions internationales, rencontres, échanges de savoir-faire, lobbying...), toutes choses que des sociétés indépendantes ont du mal à financer sur leurs fonds propres. L'idée est de montrer qu'on n'a pas besoin de faire entrer en position dominante dans son capital un grand groupe international pour pouvoir bénéficier des opportunités qu'apporte la participation à des projets internationaux.

3. Combien d'éditeurs sont membres de l'Alliance ?

Les membres de l'Alliance, ce sont 85 maisons d'éditions et 8 collectifs nationaux et régionaux d'éditeurs indépendants, lesquels représentent au total près de 360 maisons d'édition, dans 45 pays, sur tous les continents.

4. Y a-t-il des stratégies communes aux différents réseaux linguistiques ?

L'Alliance fonctionne concrètement autour de cinq grands réseaux linguistiques (anglophone, arabophone, francophone, hispanophone et lusophone) qui permettent de faciliter le travail collectif mais ce fonctionnement en réseau n'est pas exclusif : de nombreuses coopérations se font transversalement impliquant plusieurs réseaux linguistiques ou plusieurs éditeurs de réseaux différents. Je préfère prendre quelques exemples concrets. Un livre de sciences humaines comme *Les Batailles de l'eau* de Larbi Bouguerra, coédité initialement dans le réseau francophone de l'Alliance, a ensuite été traduit et coédité par le réseau arabophone, puis lusophone et enfin anglophone... soit une parution dans plus de 27 pays !

Bien des problématiques concernent par ailleurs plusieurs réseaux linguistique, par exemple la thématique du livre scolaire et de la domination (la prédation, même, pourrait-on dire) de quelques grands groupes internationaux issus des anciens pays coloniaux avec la complicité parfois des pouvoirs publics de certains pays ne se limite pas à un réseau linguistique précis : c'est une question particulièrement importante pour nos éditeurs dans les réseaux hispanophones et francophones. Autre exemple, celui de la censure : nous avons eu à intervenir dans un certain nombre de pays arabes ou en Iran, mais aussi, même si la censure s'y exerce sous une autre forme, au Canada ou en Espagne.

5. Quels résultats ont-ils été obtenus en faveur des éditeurs indépendants ?

Le principal résultat de l'action de l'Alliance, ce sont les dizaines de livres coédités entre nos maisons membres. Ce sont des éditeurs d'Inde, des États-Unis, d'Afrique du Sud et d'Australie qui unissent leurs forces pour coéditer un livre sur les méfaits écologiques et sociaux du groupe mondial Monsanto (*The World according to Monsanto* : <http://www.alliance-editeurs.org/the-world-according-to-monsanto?lang=fr>), ce sont des éditeurs arabes et africains qui produisent une collection d'auteurs du Sud dont les ouvrages étaient auparavant exclusivement publiés au Nord (collection « Terres solidaires » : <http://www.alliance-editeurs.org/+terres-solidaires-+?lang=fr>, voir en particulier Kaveena, écrit par Boubacar Boris Diop, auteur invité au SILA).

Le résultat de l'action de l'Alliance, c'est d'abord cela. Mais ce sont aussi des actions de formation mutualisées entre nos membres, des actions de plaidoyer (lobbying), des conseils juridiques ou autres, des soutiens à la traduction, la présence des éditeurs indépendants sur des salons et foires du livre (comme cela est le cas pour le SILA cette année !)..

6. Quel diagnostic feriez-vous de la situation de l'édition indépendante aujourd'hui ?

Nous sommes profondément convaincus que la production et la circulation des idées doivent être structurées indépendamment des pouvoirs religieux, des États, des universités et des puissances financières, par des médiateurs réalistes qui considèrent qu'on ne peut pas réduire les livres à des outils de propagande, de pouvoir ou à de simples produits marchands : savoir que les livres peuvent être tout cela n'implique pas de se résigner à ce qu'ils ne soient que cela.

Dans ce contexte, nos éditeurs membres témoignent que le projet de l'édition indépendante est tout à fait actuel, pertinent. À nous, collectivement, de faire en sorte que l'édition indépendante puisse se déployer dans un contexte politique, culturel et économique favorable.

7. Quel est le but de la rencontre de Ténérife ?

La rencontre de Tenerife est pour nous une opportunité qui se situe au carrefour de plusieurs de nos préoccupations : renforcer les conditions de développement de l'édition africaine, une occasion pour les

représentants des collectifs nationaux latino-américains membres du réseau hispanophone de l'Alliance de se réunir et de poursuivre leur action et une opportunité de date, puisque le SILA se trouve au moment de la Journée internationale de la bibliodiversité, le 21 septembre, que l'Alliance veut promouvoir.

Au delà des éditeurs hispanophones, chacun des réseaux linguistiques de l'Alliance sera représenté avec Samar Haddad (Atlas Publishing, éditrice syrienne) pour le réseau arabophone ; Serge Dontchueng Kouam (Presses universitaire d'Afrique, éditeur camerounais) pour le réseau francophone ; Araken Gomes Ribeiro (Contra Capa, éditeur brésilien) et Mariana Warth (Pallas Editora, éditrice brésilienne) pour le réseau lusophone et Russell Clarke (Jacana Media, éditeur sud-africain) pour le réseau anglophone.

8. Pourquoi demander la reconnaissance par l'Unesco de la Journée internationale de la Bibliodiversité, qui a lieu chaque 21 septembre ?

La convention internationale de l'Unesco sur la diversité culturelle est un acquis important dans le développement des formes de gouvernance mondiale. Cependant, ce texte ne doit pas être mis au musée : il faut le mettre en oeuvre concrètement, par la lutte contre la censure, par la limitation des logiques de concentration financière dans le monde du livre et parmi les opérateurs de l'économie numérique, enfin par la mise en place de politiques publiques de soutien aux chaînes du livre.

Convaincre l'Unesco de s'associer à la Journée internationale de la bibliodiversité, c'est reprendre la dynamique qui avait permis l'adoption de la convention, l'inscrire concrètement dans nos espaces culturels et de débat public.

9. Que signifie pour vous le terme de bibliodiversité ?

La bibliodiversité, c'est la diversité culturelle appliquée au livre. Dit autrement, c'est aussi la transposition dans ce domaine culturel qu'est l'édition de la notion de « biodiversité ». Je dirais que s'il faut « du nombre » (beaucoup de titres différents) pour qu'il y ait de la bibliodiversité, cela n'est pas une condition suffisante, parce que le nombre, le quantitatif, cela peut être la prolifération et l'envahissement de multiples déclinaisons d'un seul type de discours, standardisé et écrit de façon quasi-industrielle. C'est bien pour cela que la surproduction de livres dans un certain nombre de pays ne garantit pas la bibliodiversité et reste en ce sens, une préoccupation majeure.

L'auteur progressiste américain J.T. Farrell avait déjà imaginé il y a plus d'un demi-siècle, dans une nouvelle grinçante et finalement un peu prophétique, l'invention d'une machine qui produirait du texte, remplacerait les auteurs et permettrait d'inonder éditeurs et journaux d'écrits « ne posant pas de problèmes ». Et il est amusant de constater que Farrell nommait cette machine la « Worthy Worthington Writing-machine » : la WWW de Farrell, bien avant le WWW de Berners-Lee, principal inventeur d'Internet ! Nous n'en sommes pas si loin aujourd'hui avec certains marchés du livre asphyxiés sous des tonnes d'ouvrages, un peu tous les mêmes, produits de façon standardisée par une industrie du livre hyper concentrée et financiarisée.

Une formidable revue universitaire « Bibliodiversity » (<http://www.alliance-editeurs.org/lancement-de-la-revue>) vient de publier au début de cette année son premier numéro (disponible en ligne sur « bibliodiversity.org » au format PDF et au format EPUB). Le propos de cette revue est de préciser cette notion de bibliodiversité. Et on peut aussi se reporter à la définition de Wikipédia : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Bibliodiversit%C3%A9>, qui a été – et est encore – beaucoup travaillée dans les différentes langues de l'encyclopédie numérique.

10. Quelle position l'Alliance adopte-t-elle au sujet de l'édition numérique?

Notre conviction est que la fantastique accélération et augmentation de la circulation des écrits et des productions culturelles, loin d'invalider la fonction d'éditeur, ne la rend que plus déterminante dans la nouvelle architecture des échanges de savoirs qui se construit.

Mais les fonctionnements professionnels et les modèles économiques qui régissent l'édition de livres vont se trouver bouleversés par l'édition numérique.

Dans la mesure où ces fonctionnements ont conduit ces dernières décennies, dans ce segment de l'édition absorbé par les grands groupes financiers, à une forme d'automatisation, d'industrialisation, du travail éditorial, mettant à mal la bibliodiversité, on ne saurait s'apitoyer sur ces changements et la disparition annoncée d'un âge d'or qui n'a en fait jamais existé.

Alors bon nombre de nos éditeurs membres s'investissent dans l'édition numérique ou ont le projet de le faire, mais avec un regard critique et vigilant sur le fonctionnement d'Internet : sa gouvernance nord-américaine, la construction de grands groupes financiarisés, les vellétés d'intervention du politique et du militaire sur Internet...

En partenariat avec la fondation Prince Claus des Pays Bas, l'Alliance a commandé une étude sur l'édition numérique dans les pays en développement. Ce travail réalisé par Octavio Kulesz (fondateur de Teseo Editorial, maison d'édition numérique en Argentine) vient d'être mis en ligne (<http://alliance-lab.org/etude/?lang=fr>) et déclinée en fichiers PDF et EPUB, en anglais, espagnol et français. Nous vous invitons non seulement à lire ce passionnant travail, mais aussi à contribuer à son évolution en intégrant vos commentaires au fil du texte.

11. Et concernant des phénomènes liés à la mondialisation ?

Éditer, c'est faire partager sa passion pour un texte : cela suppose de bien connaître l'espace de débat dans lequel on veut l'inscrire, d'y être effectivement impliqué. On n'édite pas dans la « bulle du village mondial », mais dans une culture vivante et particulière. La globalisation dans le domaine du livre est une dangereuse chimère. La mondialisation, en revanche, si on la vit comme nous essayons de le faire à l'Alliance, en construisant patiemment des coopérations, en explorant les difficultés à imbriquer nos différences, en portant au plus haut possible le respect des identités, non d'abord par vertu, mais par réalisme, alors oui cette mondialisation porte en elle de formidables opportunités de rencontres culturelles, de création, de fécondité.

12. Vous êtes un spécialiste des relations entre l'économie mercantile des politiques publiques et des aspects non-monétaires de l'économie du livre, quelles conclusions peut-on tirer de ces travaux ?

Le travail réalisé par un certain nombre de sociologues et d'économistes, un peu partout dans le monde, pour explorer les concepts d'économie plurielle et d'économie solidaire, me paraît particulièrement bien adapté au monde du livre. Je pense aux travaux d'auteurs contemporains comme Jean-Louis Laville ou Alain Caillé, ou pour remonter plus loin dans le temps, à « la grande transformation » de Karl Polanyi.

Éditer, cela relève de l'économie marchande : chacun de nos membres a bien sûr comme objectif important d'équilibrer les comptes de sa maison, de payer ses salariés et ses auteurs et de régler ses frais et ses charges. Mais, comme dans de nombreux autres secteurs d'activités, on ne peut pas réduire l'action professionnelle à cette dimension-là. Elle existe, mais parmi d'autres.

Il y a aussi dans l'économie de l'édition tout ce qui relève d'échanges symboliques et ne peut être compris à travers le prisme monétaire exclusivement. Deux exemples. Hors les « best-sellers », la relation auteur-éditeur peut-elle être comprise uniquement à travers l'échange monétaire auquel elle correspond ? Ou encore, l'organisation d'un Salon du livre africain à Tenerife : peut-on l'expliquer uniquement à travers des jeux d'intérêts et des chiffrages monétaires ?

Il y a enfin tout ce qui relève de la régulation du marché, que ce soit par les États ou par les accords et les institutions internationales. Les politiques publiques en faveur de la chaîne du livre ont bien une traduction monétaire, mais elles ne relèvent pas pour autant de l'économie marchande.

Alors le secteur de l'édition indépendante ne peut se comprendre selon moi que dans l'imbrication de ces trois dimensions : l'économie marchande, d'une part, l'économie non monétaire des échanges, d'autre part, et enfin les interventions publiques de régulation des marchés. L'édition indépendante est structurée par cette économie plurielle.

Thierry QUINQUETON,
Président de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants
www.alliance-editeurs.org